

**Communiqué de presse du CONSEIL
MONDIAL de la DIASPORA PANAFRICAINE**

**POUR LARGE DIFFUSION en vue d'inviter les peuples
africains pour soutien massif aux côtés du Président
Laurent GBAGBO, héros libérateur de l'Afrique, contre
l'impérialisme et le néocolonialisme nostalgiques incarnés
par le citoyen français OUATTARA,
usurpateur du pouvoir.**

**Les peuples africains
et l'Histoire jugeront !**

**Ci-joint article de presse de RFI :
« Laurent Gbagbo devant la CPI:
« J'ai été arrêté le 11 avril sous les
bombes françaises »**

Le 15 janvier 2012

COORDINATION INTERNATIONALE PERMANENTE – DELEGATION en FRANCE

85, boulevard Saint – Michel - 75005 – PARIS - tél/fax : (+33) 143.258.050.

« Mémoire d'Afrique » : <http://africa.smol.org> Chargé de mission : Victor TOKAM : tokamkaptu@orange.fr

Correspondance nationale :

- Fondation panafricaine des devanciers, héros et martyrs : Douala- Tel : 77 67 50 46/ 99 20 09 06 – acrpac@yahoo.fr
 - Observatoire des Droits de l'Homme: Yaoundé – Cameroun tél. : +237. 976.00.56 –
 - Courriel : hrm.odh@yahoo.fr Site : www.odh.cmonsite.fr
 - OS-CIVILE – Organe de la Société Civile - BP. 3 Kousseri. Cameroun
Tél. (00237) 675 06 77/602 94 07 - Cameroun. : os_civile@yahoo.fr
 - Correspondance à Genève : Association Maison de l'Afrique à Genève (MAGE) :
19, rue du Perron - 1204 Genève – Suisse tel : +41 22 311 26 30 +41 70 633 38 33 – mail : info@maison-afrique-geneve.org
Secrétariat permanent international : Anne Marie POTTIER : africa@smol.org

Laurent Gbagbo devant la CPI: «J'ai été arrêté le 11 avril sous les bombes françaises»



L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo devant la CPI, le 5 décembre 2011
REUTERS/Peter Dejong

Par [RFI](#)

Laurent Gbagbo a comparu, le lundi 5 décembre 2011, pour la première fois devant ses juges à la Cour pénale internationale. Premier face-à-face depuis que l'ancien président ivoirien a été transféré à La Haye il y a moins d'une semaine. Il est soupçonné de crimes contre l'humanité, meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains, en tant que coauteur indirect, au cours de la récente crise postélectorale. Laurent Gbagbo a profité de cette audience dite « *de comparution initiale* » pour dénoncer les conditions de son arrestation et de son transfert à La Haye.

Avec notre envoyée spéciale à La Haye

Laurent Gbagbo - Ancien président ivoirien
05/12/2011
par Sarah Tisseyre

C'est un Laurent Gbagbo calme, posé, qui a comparu ce lundi devant les juges de la CPI. Visiblement satisfait de pouvoir à nouveau exercer ses talents d'orateur, après huit mois de détention à Korhogo. Debout, il prend la parole. À plusieurs reprises, il sourit, se tourne vers ses partisans venus le soutenir.

Laurent Gbagbo est en simple costume et cravate bleu marine, chemise blanche. Les vêtements que lui ont trouvés ses avocats car il le rappelle, dénonçant les conditions de son transfert à La Haye, « *j'ai été pris par surprise* » dit-il, « *je suis venu sans rien, seulement ma chemise et mon pantalon (...)* On m'a appelé. On m'a dit que j'allais rencontrer un magistrat à Korhogo et pendant qu'on discutait le juge d'application des peines est arrivé avec un papier : "voilà un mandat d'arrêt". Le juge m'a pris dans la voiture pour me ramener à mon lieu de détention et puis, je vois qu'on dépasse le lieu de détention et je fais remarquer : "mais on a dépassé l'endroit" et il me dit : "non, on va à l'aéroport". Je lui dis : "mais je vais où en

avion ?" *Il n'a même pas eu le courage de me dire que j'allais à La Haye. Il m'a dit : "Abidjan". Alors, j'ai ri parce que j'avais compris* ».

Cliquer sur l'image



Vidéo CPI : Affaire Gbagbo :
Audience de comparution
initiale 5/12/2011.

« *Voulez-vous qu'on vous relise le mandat d'arrêt ?* », lui demande la juge présidente. « *Je ne pense pas que ce soit nécessaire* », répond l'ex-président ivoirien. En revanche, il a beaucoup à dire sur les conditions de son arrestation : « *J'ai été arrêté le 11 avril sous les bombes françaises, dit Laurent Gbagbo, c'est l'armée française qui a fait le travail* ».

A Korhogo, il dit avoir passé huit mois « *sans pouvoir sortir, sans voir le soleil* ». Et d'ajouter, « *ici heureusement, on m'a fait des radios, on me donne des médicaments, on vit bien* ».

« *Maintenant que je suis là, on va aller jusqu'au bout* », dit encore Laurent Gbagbo. « *Je vais voir quels sont les éléments de l'accusation, et les confronter à ma vérité* ».

« Ce transfert est considéré comme un kidnapping par beaucoup de monde en Afrique, parce qu'il ne respecte pas les procédures internationales. En plus, Laurent Gbagbo est le seul à avoir été transféré alors que le procureur de la CPI a affirmé que six officiels ivoiriens seraient visés par une enquête et Laurent Gbagbo était justement le moins susceptible de prendre la fuite puisqu'il était déjà en détention ! Pourquoi la CPI ne pouvait-elle pas attendre? »

Jerry Rawlings, ancien président du Ghana

Le box des accusés de la CPI, une tribune ?

Alain Toussaint, conseiller de Laurent Gbagbo, en France

06/12/2011

L'audience de confirmation des charges qui doit déterminer s'il y a matière ou non à organiser un procès est fixée au 18 juin prochain. Les juges se lèvent... et dans la salle où ils sont réunis, les quelques dizaines de sympathisants de Laurent Gbagbo venus assister à l'audience entonnent l'*Abidjanaise*, l'hymne national ivoirien.

Les militants ont été visiblement impressionnés par l'attitude de l'ancien président ivoirien : « *J'ai retrouvé aujourd'hui quelqu'un qui est digne, debout... Il m'a fait penser à un résistant. Ce n'est pas quelqu'un qui rampe. Il est prêt à se défendre* », se réjouit l'un d'eux.

Charles Blé Goudé, ex-ministre ivoirien, en exil

Avec Laurent Gbagbo, le monde entier va savoir ce qui s'est finalement passé en Côte d'Ivoire. Croyez moi !

06/12/2011 par Ghislaine Dupont

Même s'ils dénoncent les poursuites de la Cour pénale internationale, les partisans de Laurent Gbagbo reconnaissent aujourd'hui qu'ils préfèrent avoir leur héros à La Haye plutôt qu'à Korhogo : « *Ceux qui le gardaient étaient des rebelles. On ne pouvait pas le voir, on ne pouvait pas l'entendre, on ne savait pas où il dormait, comment il mangeait, ce qu'il faisait quand la nuit tombe. Ici, au moins on peut avoir des nouvelles. Nous savons qu'il a droit à une chambre, à une télévision. C'est une Cour pénale internationale. Il y a un minimum de droits de l'homme qui sont respectés* ».

De son côté, l'ancien ministre de Laurent Gbagbo et leader des Jeunes patriotes, [Charles Blé Goudé](#), qui vit toujours en exil, a dénoncé le transfert de son mentor comme « *l'aboutissement d'une campagne de diabolisation* » et une « *falsification de l'histoire de la Côte d'Ivoire* ».

http://www.rfi.fr/afrique/20111205-laurent-gbagbo-devant-cpi-j-ai-ete-arrete-le-11-avril-sous-bombes-francaises-cote-ivoire?ns_mchannel=SEM&ns_source=Google&ns_campaign=RFI%20FR_Afrique&ns_linkname=Cote%20d%20Ivoire%20-%20Laurent%20Gbagbo%20CPI_actua%20Laurent%20Gbagbo&ns_fee=0